

Relations industrielles Industrial Relations



Le capitalisme en pratique, par Pierre Bleton. Collection
« Initiation économique », Economie et Humanisme. Les
Editions ouvrières, 12, avenue Soeur-Rosalie, Paris 13, 1961, 302
pp.

Gérard Dion

Volume 17, numéro 4, octobre 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021497ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021497ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dion, G. (1962). Compte rendu de [*Le capitalisme en pratique*, par Pierre Bleton. Collection « Initiation économique », Economie et Humanisme. Les Editions ouvrières, 12, avenue Soeur-Rosalie, Paris 13, 1961, 302 pp.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 17(4), 510–511.
<https://doi.org/10.7202/1021497ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1963

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

toire ouvrière belge, l'ouvrage se divise en trois chapitres. Un premier est consacré aux conventions collectives du travail, leur notion, les parties en cause, les conditions, le contenu et le rôle de ces dernières dans la réglementation des conditions de travail. Une deuxième partie traite du statut des conventions collectives. Ici sont étudiées, entre autres questions, le statut juridique des syndicats, celui des conventions collectives vis-à-vis les contrats individuels de travail, ainsi que les tendances de la doctrine et de la jurisprudence en regard d'un « statut propre » de la convention collective.

Dans la troisième et dernière partie sont abordés les conflits collectifs du travail. Après avoir passé en revue les différentes institutions préventives en cette matière, la grève reçoit une attention particulière et est envisagée sous ses différents aspects, aussi bien juridique qu'institutionnel. Somme toute, un petit traité utile à l'observateur des relations du travail à travers le monde.

J.-R. CARDIN

Le capitalisme en pratique, par Pierre Bleton. Collection « Initiation économique », Economie et Humanisme. Les Editions ouvrières, 12, avenue Soeur-Rosalie, Paris 13, 1961, 302 pp.

On connaît déjà l'ouvrage « Les hommes des temps qui viennent » consacré à la montée des classes moyennes que l'auteur publiait en 1956. Cette fois, ainsi que le titre l'indique, Pierre Bleton aborde un sujet que la littérature et la propagande nous présentent souvent d'une manière fantaisiste. Autour du capitalisme subsistent bien des mythes. Ce n'est pas le capitalisme abstrait des théoriciens, ni le capitalisme imaginaire de l'homme de la rue, mais « le capitalisme en pratique » que décrit et analyse l'auteur. Capitalisme français, sans doute, mais dont les méthodes d'organisation et de fonctionnement sont universelles.

L'ouvrage est divisé en trois parties.

Dans la première, l'auteur fait une analyse détaillée de quelques-unes des statifications les plus importantes et les plus dynamiques de l'économie industrielle française : la sidérurgie, l'automobile, le poids lourd et le tracteur agricole, et, enfin, l'industrie des articles

électro-ménagers. Dans chacune de ces monographies, on retrouve des noms, des chiffres, l'histoire de l'évolution. A la longue, ces descriptions sont un peu fastidieuses, mais elles sont nécessaires pour comprendre les analyses suivantes.

Dans la seconde partie, poursuivant l'examen de la réalité industrielle française, l'auteur recherche d'où vient l'initiative, qui détient les moyens financiers et est amené à étudier l'un des aspects essentiels au capitalisme : les rapports entre les banques et l'industrie.

Après avoir ainsi montré les diverses pièces du capitalisme français, l'auteur s'attache, dans la troisième partie, à décrire ses règles et son fonctionnement. Il est alors amené à établir les techniques de l'organisation et du pouvoir.

Dans sa conclusion, l'auteur se pose un point d'interrogation. Il se demande où est le capitalisme de l'époque classique que l'on continue pourtant de croire bien vivant. Pour lui, c'est un mythe.

« Autrefois, dit-il, on risquait son argent. Aujourd'hui, c'est celui des autres, celui des actionnaires ou celui de l'Etat. Autrefois on était responsable, l'entrepreneur privé devant le capitaliste qui l'avait commendité, devant sa famille à qui il devait sa fortune, le fonctionnaire devant une administration encore mal à l'aise lorsqu'il lui fallait agir sur le plan économique. Aujourd'hui les dirigeants privés ou publics de l'économie n'ont plus de compte à rendre. (283)

Ce qui caractérise notre monde industriel, c'est qu'il assure son développement en vase clos. « Dans le capitalisme du XIXe siècle, la puissance économique était incontestablement liée à la propriété privée, formée et accumulée par des individus et transmise par héritage. Le mythe subsiste ». (284) Aujourd'hui, l'épargne privée et individuelle est minime au regard des autres sources de financement des entreprises. L'influence de ces épargnants est insignifiante dans le processus du développement économique. Avec la multiplication d'un petit nombre d'actions en des mains différentes que permet la société anonyme et grâce au procédé de l'autofinancement, « ce n'est plus l'argent qui crée l'industrie, mais l'industrie qui secrète l'argent, ce n'est plus le capitaliste qui a l'initiative de l'investissement, mais l'industriel. Pour des raisons diverses —

aussi bien psychologiques que matérielles — l'industriel dispose plus librement de son argent que le financier ou le capitaliste. Quant aux idées et aux initiatives, il est normal que ce soient les techniciens qui les aient. Il existe bien un réservoir de capitaux, mais c'est l'industrie elle-même qui le constitue ». (280)

Contrairement à ce qui se passait autrefois, dans la grande industrie, ceux qui possèdent vraiment le pouvoir ne sont plus motivés par un accroissement de fortune personnelle. Ils sont des fonctionnaires. « Dans notre économie solidaire, les grands fonctionnaires que sont les cadres supérieurs de l'industrie obéissent davantage aux règles de l'administration et à un nouveau *curtus honorum* qu'à des mobiles pécuniaires ». (284)

L'auteur termine son ouvrage avec les considérations suivantes qui rejoignent celles de Berle & Means dans *The Modern Corporation and Private Property*, de Berle dans *Power Without Property*, et celle de Burnham *The Managerial Revolution*.

« Aujourd'hui l'économique est partout, mais ce sont des lois quasiment politiques qui régissent son domaine. *Que l'entreprise soit privée ou publique n'a finalement pas tellement d'importance. C'est le système de dévolution du*

pouvoir qui compte. Or ce système est fondé aujourd'hui — et il le sera de plus en plus — sur un nouveau mandarinat dont les premiers boutons se conquièrent par concours et les degrés suprêmes par cooptation. Ce n'est peut-être pas plus mauvais qu'autre chose. L'histoire récente montre en tout cas que ce n'est pas d'un manque d'efficacité que souffre ce néo-capitalisme produit croisé de la libre entreprise et du trust de l'Etat, c'est d'une philosophie. La politique est au centre de notre organisation économique et toute politique suppose une idéologie. Mais si quelqueun s'appliquait à redéfinir la morale et la logique du système, il y a peu de chance qu'une telle doctrine puisse encore s'appeler capitalisme ». (286-7)

Sans doute, on pourra dire que c'est uniquement à partir de la situation française que l'on peut arriver à de telles conclusions. Toutefois, nous sommes loin d'être sûr qu'une analyse semblable faite dans d'autres pays ne révélerait pas les mêmes méthodes, la même technique et la même orientation.

Cet ouvrage se recommande de lui-même à tous ceux qui sont préoccupés par le développement économique et les formes qu'il prendra dans l'avenir.

GÉRARD DION

PUBLICATIONS RÉCENTES RECENT PUBLICATIONS

Généralités

« Aide aux Pays sous-développés, problème de notre époque », *Bulletin Social des Industriels*, No 289, juillet-août 1962, p. 265.

« Rôle et responsabilité des Dirigeants d'Entreprises dans l'aide au développement », par A. Van den Abele, *Bulletin Social des Industriels*, No 289, juillet-août 1962, pp. 266-274.

« La Bibliothèque du Chef d'Entreprise », *Bulletin Social des Industriels*, No 289, juillet-août 1962, pp. 287-291.

« Où vont les courants de promotion qui traversent le monde ouvrier ? », par Michèle Aumont, *Chef d'Entreprise*, No 3, mai-juin 1962, pp. 13-39.

« M. Meany et le socialisme démocratique », par Auguste Vanistendael, *Labor*, No 3, 1962, pp. 102-106.

« L'Aide économique de l'U.R.S.S. au Tiers-Monde », par Basile Kerblay, *Développement et Civilisations*, No 10, avril-juin 1962, pp. 33-51.

« Work, its Philosophy and Practice »,